

(1)

(N° 198.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 MARS 1920.

Projet de loi modifiant en matière de contrats d'assurance la loi du 25 mars 1876 sur la compétence ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PONCELET.

MESSIEURS,

Dans sa séance du 27 juin 1913, la Chambre avait voté, sans discussion, une proposition de loi à laquelle son auteur, notre regretté collègue, M. Hoyoïs, avait donné pour titre : « *Proposition de loi modifiant la loi du 25 juin 1876 sur la compétence en matière civile.* »

Cet intitulé semblait, par son ampleur, annoncer une réforme générale de la loi sur la compétence, et répondre ainsi au désir, souvent manifesté, de remédier à de nombreux abus qui sont actuellement protégés par nos lois.

En réalité, la disposition adoptée par la Chambre, se bornait à un horizon plus modeste ; elle se contentait de porter remède au vice de la loi, uniquement en matière de contrats d'assurances.

C'est donc à bon droit que le titre du projet a été changé ; qu'on lui a enlevé une portée générale qu'il ne comporte pas, pour le ramener aux proportions exactes de son objet.

On peut regretter que la réforme soit ainsi limitée, mais il faut reconnaître que c'est surtout en matière de contrats d'assurances que l'abus est devenu vraiment intolérable.

*
* *

(1) Projet de loi, n° 191.

(2) La Commission, présidée par M. Wauwermans était composée de MM. Claes, du Bus de Warnaffe, Mathieu, Poncelet et Wauwermans.

Exposons brièvement la situation.

Les compagnies d'assurances ont pris pour règle d'insérer, dans leurs contrats, une clause qui leur permet, dans tous leurs conflits, d'assigner les assurés devant le tribunal du siège de la compagnie.

Quel que soit l'éloignement de l'assuré, quelque modique que soit la somme réclamée, elles assignent uniformément leurs clients devant ce tribunal et c'est ainsi que, chaque jour, on entend appeler devant les tribunaux de Bruxelles, le plus souvent pour des sommes ridicules, de pauvres gens que l'on force d'accourir des régions les plus éloignées, soit de l'extrémité des Flandres, soit même du fond du Luxembourg.

Que de fois, pour se défendre, ces malheureux ne doivent-ils pas dépenser, rien qu'en frais de voyages, beaucoup plus que la somme qui leur est réclamée !

Et dès lors, qu'arrive-t-il ? La plupart ne se défendent pas. Les uns, effrayés des embarras et des frais auxquels les expose pareil déplacement, préfèrent, même s'il sont convaincus de leur bon droit, renoncer à se défendre et payer ce qui leur est réclamé. Quel est l'avocat qui, obéissant plutôt au bon sens qu'au respect du droit, n'a pas eu souvent à donner le conseil d'en agir ainsi ? Les autres, plus ignorants ou indifférents, laissent aller les choses, sans se douter des conséquences de leur inaction ; ils laissent les compagnies prendre défaut contre eux, multiplier les frais, poursuivre l'exécution des jugements et il n'est pas rare que, faute d'avoir comparu, parce que trop éloigné, un pauvre diable, à qui l'on ne réclamait que dix ou vingt francs, se voit acculé, pour éviter la saisie de ses meubles, à payer des frais énormes, s'élevant à quatre, cinq ou dix fois la somme réclamée. Heureux encore s'il peut trouver l'argent nécessaire ! Mais que de malheureux ont dû, faute de ressource, laisser vendre leur pauvre mobilier !

Est-ce trop dire que beaucoup de compagnies, nous ne parlons pas de celles qui se font scrupule de correction, abusent de cette situation ? Ne voyons-nous pas, à l'heure actuelle encore, des compagnies, à la réputation et aux allures plutôt véreuses, profiter même de la guerre, faire revivre des contrats oubliés, réclamer des primes qui ne couvraient plus aucuns risques, mais compter sur la difficulté des déplacements et sur l'importance des frais à exposer pour contraindre indirectement de naïfs clients au paiement de sommes qu'ils ne doivent pas ? Plus que jamais des mesures s'imposent !

* * *

Emue des excès souvent signalés, la Chambre adopta donc, en 1913, par un vote presque unanime, une mesure qui lui paraissait de nature à mettre un terme à d'aussi déplorables abus.

Elle décida en substance que désormais la compétence suivrait soit le domicile du défendeur, soit la situation des immeubles ou des meubles assurés et que la clause compromissaire relative à la compétence territoriale serait prohibée pour tous les litiges ne dépassant pas la compétence des juges de paix.

C'était, sans aucun doute, une bonne mesure, une mesure de progrès, mais ce n'était cependant qu'une demi-mesure, dont le vote nous paraît aujourd'hui avoir été trop précipité.

* *

Transmis au Sénat, le projet de loi fut soumis à la Commission de la Justice, qui se livra à un examen plus approfondi de la question.

Cet examen révéla que la disposition votée par la Chambre ne constituait qu'un remède fort imparfait, qu'elle ne supprimait qu'une partie des abus, et que d'autre part, elle pouvait prêter à de graves inconvénients, auxquels, à la Chambre, personne n'avait pensé.

Comme conclusion de son étude, la Commission du Sénat proposait une disposition toute différente de celle adoptée par la Chambre et beaucoup plus radicale. Elle proposait d'abord que la compétence suivît non plus le domicile *du défendeur*, mais le domicile *de l'assuré*; ensuite que la clause compromissoire n'eût plus le pouvoir de déroger à cette règle, non seulement pour les litiges ne dépassant pas la compétence des juges de paix, mais pour tous les conflits en général, quelle que fût leur importance.

Le système de la Commission du Sénat se trouve magistralement exposé dans le savant rapport de M. le sénateur Braun : l'impérieuse nécessité de remédier à la législation actuelle, les inconvénients de la mesure adoptée par la Chambre, le caractère éminemment plus pratique, plus efficace et en même temps plus juridique du projet proposé par la Commission du Sénat, tout cela saute aux yeux, à la simple lecture de ce lumineux document.

Aussi, la conviction du Sénat fut-elle facilement entraînée et la proposition de la Commission votée à l'unanimité.

* *

Votre commission spéciale n'a pas hésité non plus à se rallier à la manière de voir du Sénat.

Elle aussi, est d'avis que des mesures s'imposent d'urgence; que ces mesures doivent s'étendre à tous les conflits en matière de contrats d'assurances; qu'elles doivent s'inspirer d'une règle générale uniformément applicable à tous les litiges.

Comme le Sénat, elle a la conviction que la réforme la plus sûre, la plus efficace est d'introduire d'abord comme règle générale, la compétence exclusive du tribunal du domicile *de l'assuré*, et dans le cas spécial du règlement des indemnités dues pour les risques concernant les immeubles ou les meubles, la compétence du juge de la situation de ces immeubles ou de ces meubles.

Nous nous en voudrions d'ajouter quoi que ce soit aux considérations exposées dans le rapport de M. le sénateur Braun; nous nous contentons d'y renvoyer, persuadés qu'il n'est pas possible de présenter une justification plus entraînante du système proposé.

* *

Le Gouvernement s'était d'abord rallié au système voté par la Chambre ; mais lors de la discussion, au Sénat, l'honorable Ministre de la Justice s'est contenté de convier la Haute Assemblée à choisir entre les deux systèmes en présence, sans indiquer celui qui avait ses préférences.

Cependant, dans l'exposé très impartial et purement objectif qu'il a fait de la question, M. le Ministre de la Justice a cru devoir rappeler l'avis du Conseil de législation.

L'éminent jurisconsulte, auteur de cet avis, y combat la règle qui donne, dans tous les cas, compétence au juge du domicile *de l'assuré* ; il préfère donner compétence au juge du domicile *du défendeur*, à cause des inconvénients que le premier système peut présenter pour l'assureur. Ces inconvénients résultant surtout d'après lui de la difficulté que l'assureur peut rencontrer pour la défense de ses intérêts, lorsqu'il est défendeur.

» Il est bien peu de cas, dit-il, dans lesquels la nature de la contestation soulevée, n'amène pas l'assuré à se faire assister d'un conseil.

» La solution du litige que de pareilles actions supposent, peut nécessiter d'autre part l'examen de questions spéciales, complexes, nécessitant l'intervention de juristes expérimentés, dont il peut être malaisé de s'assurer le concours, devant des juridictions siégeant dans des localités éloignées du lieu où se trouve le principal établissement de l'assureur.

» La défense de l'assureur peut être entravée par la nécessité dans laquelle il se trouverait de se faire représenter simultanément par des avocats compétents devant un grand nombre de juges de paix et de tribunaux du pays. Et il n'est pas moins légitime de conserver aux assureurs, qui peuvent avoir à la solution d'un litige un intérêt considérable, le moyen de pourvoir librement et efficacement à leur défense, que de garantir le respect d'un droit identique dans le chef des assurés.

En conclusion, l'auteur pense qu'« il sera suffisamment pourvu à ce que l'équité peut exiger, par une disposition reconnaissant à l'assuré la faculté de porter l'action en paiement de l'indemnité devant le juge de son domicile, lorsque le taux de la demande n'excédera pas 500 francs ».

Tels sont en résumé les arguments invoqués par le Conseil de législation.

* * *

Qu'il nous soit permis de ne pas partager cette façon d'apprécier les choses.

A notre humble avis, c'est un tort de faire une distinction entre les petits et les gros procès.

Les premiers, aussi bien que les seconds, nécessitent l'examen de questions spéciales, complexes, qui ont besoin des lumières de juristes expérimentés. Les priver de ce concours serait un mal aussi regrettable que s'il s'agissait d'en priver les seconds, et si les raisons données avaient une valeur décisive, il faudrait éviter que les petits procès, qui intéressent plus généralement ceux qui ont le plus besoin de la sollicitude des pouvoirs publics, fussent portés devant des juridictions où ils risqueraient de ne rencontrer qu'une justice de qualité inférieure.

Mais nous ne pensons pas du tout que pareille crainte soit fondée.

L'on semble croire que si les procès importants doivent être portés, non plus devant les seuls tribunaux de Bruxelles, mais devant tous les tribunaux du pays, les sociétés d'assurances ni les assurés n'auront plus le moyen de faire défendre leurs intérêts par des juristes compétents.

Mais si cette crainte est fondée, ne voit-on pas qu'elle est la conséquence du vice de la loi actuelle?

Pourquoi n'y a-t-il guère d'avocats spécialistes en matière d'assurances ailleurs qu'à Bruxelles? N'est-ce pas évidemment parce que, dans le système en vigueur, tous les procès se plaident à Bruxelles?

N'est-ce pas un cercle vicieux dont il est préférable de sortir?

Changeons la situation; permettons que désormais les procès en matière de contrats d'assurances se plaident devant toutes les juridictions du pays. Ne verrons-nous pas immédiatement la spécialisation en cette matière tenter des jurisconsultes de tous les barreaux?

Et ne sera-ce pas un grand bien?

Non-seulement les compagnies d'assurances pourront trouver partout les jurisconsultes dont elles pourraient avoir besoin, mais les assurés, petits et grands, auront le grand avantage de trouver sur place de meilleurs conseils.

N'est-il pas désirable au surplus que non plus seulement les tribunaux de la Capitale aient à connaître de ces procès spéciaux, mais que tous les tribunaux du pays collaborent à cette « spécialité » de la justice?

La jurisprudence, en cette matière comme en toute autre, ne gagnerait-elle pas à faire appel à plus de lumières?

* * *

Puis, qu'on ne l'oublie pas! La législature a voté récemment une loi d'exception, dans l'unique but de désencombrer les tribunaux trop chargés, et tout spécialement les tribunaux de Bruxelles.

La loi proposée n'aura-t-elle pas, à ce point de vue, des résultats plus efficaces? Ne contribuera-t-elle pas, dans une large mesure, à assurer une meilleure répartition des affaires entre tous les tribunaux du pays?

Il ne nous reste à souhaiter qu'une chose, c'est que le principe auquel nous convions la Chambre à donner son adhésion soit, dans un prochain avenir, étendu à d'autres matières où les abus sont tout aussi flagrants.

En attendant, votre Commission spéciale vous propose de voter le projet de loi tel qu'il vous est transmis par le Sénat.

Le Rapporteur,

JULES PONCELET.

Le Président,

P. WAUWERMANS.



(6)

(1)

(Nr 195.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 28 MAART 1920.

Ontwerp van wet

wijzigende, in zake van verzekeringsovereenkomsten, de wet
van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PONCELET.

MIJNE HEEREN,

Ter vergadering van 27 Juni 1913 had de Kamer, zonder bespreking, een wetsvoorstel aangenomen, waaraan de steller, ons betreurd medelid, de heer Hoyoïs, den titel had gegeven : « *Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 25 Juni 1876 op de bevoegdheid in burgerlijke zaken.* »

Die titel scheen, door zijne ruime beteekenis, eene algemeene hervorming der wet op de bevoegdheid aan te kondigen en aldus te beantwoorden aan den dikwijls uitgesproken wensch om de talrijke, thans door onze wetten beschermde misbruiken te keer te gaan.

In werkelijkheid had de door de Kamer aangenomen bepaling een geringeren omvang; zij wilde alleen verbetering brengen in de ontoereikendheid der wet, uitsluitend wat betreft de verzekeringsovereenkomsten.

Terecht werd dus de titel van het ontwerp veranderd en werd daaraan een algemeene draagwijdte ontnomen, die hij niet bezit, om hem terug te brengen tot den juisten omvang van zijn onderwerp.

Men kan betreuren dat de hervorming op die wijze beperkt wordt; men moet echter erkennen dat, inzonderheid op het gebied der verzekeringsovereenkomsten, het misbruik waarlijk onduldbaar geworden is.

*
* *

Laten wij bondig den toestand uiteenzetten.

(1) Wetsontwerp, n° 191.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Wauwermans, bestond uit de heeren Claes, du Bus de Warnaffe, Mathieu, Poncelet en Wauwermans.

De verzekeringsmaatschappijen hebben als regel aangenomen, in hunne overeenkomsten eene bepaling op te nemen, krachtens dewelke zij, voor al hunne geschillen, de verzekerden voor de rechtbank van den zetel der maatschappij kunnen betrekken.

Welke ook de afstand zij van de woonplaats van den verzekerde, hoe gering de gevorderde som ook moge zijn, dagvaarden zij onveranderlijk hunne cliënten voor die rechtbank, en zóó hoort men elken dag voor de Brusselsche rechtbanken, meestal voor bespottelijk kleine sommen, arme lieden oproepen, die men verplicht op te komen uit de meest afgelegen hoeken, hetzij van het uiteinde van Vlaanderen, hetzij zelfs uit het verste gedeelte van Luxemburg.

Hoe dikwijls moeten die ongelukkigen niet, om zich te verweren, veel meer betalen aan reiskosten alleen, dan het geheel bedrag dat van hen gevorderd wordt!

En wat is het gevolg daarvan? De meesten verweren zich niet. De eenen, uit schrik voor de bezwaren en de onkosten aan dergelijke reis verbonden, zien liever af van hun verweer en betalen liever de geëischte som, zelfs dan wanneer zij overtuigd zijn van hun goed recht. Welke advocaat, luisterende veel meer naar de stem van het gezond verstand dan naar die van het recht, heeft niet dikwijls den raad moeten geven zóó te handelen? De anderen, uit onwetendheid of uit onverschilligheid, laten die zaak haren gang gaan, zonder de gevolgen hunner nalatigheid te vermoeden; zij laten de maatschappijen verstek tegen hen nemen, de onkosten opstapelen, de tenuitvoerlegging der vonnissen vervolgen, en het gebeurt niet zelden dat, om niet verschenen te zijn wegens den grooten afstand, een arme drommel, van wien slechts tien of twintig frank gevorderd werd, er toe gedwongen geraakt, ten einde zijn meubelen niet te laten in beslag nemen, aanzienlijke onkosten te betalen, welke vier-, vijf- of tienmaal de gevorderde som bedragen. Gelukkig nog, als hij het noodige geld kan vinden! Maar hoeveel ongelukkigen hebben, bij gebrek aan geldmiddelen, hun schamelen inboedel niet moeten laten verkoopen!

Mag het niet gezegd worden dat vele maatschappijen, wij spreken niet van die welke er prijs op stellen eerlijk te handelen, van dien toestand misbruik maken? Zien wij niet, op dit oogenblik nog, maatschappijen met verdachte faam en veeleer slinksche handelwijzen, zich zelfs den oorlog ten nutte maken, vergeten overeenkomsten weer in 't leven roepen, premiën eischen die hoegenaamd geen risico meer dekten, doch rekenen op de bezwaren der reis en op de groote onkosten om de eenvoudige cliënten onrechtstreeks te dwingen tot het betalen van sommen die zij niet verschuldigd zijn? Meer den ooit zijn er maatregelen noodig!

* * *

Naar aanleiding van de dikwijls aangeklaagde wantoestanden nam de Kamer dus, in 1913, met nagenoeg eenparige stemmen, een maatregel aan, die haar gepast voorkwam om een einde te maken aan zoo betreurenswaardige misbruiken.

Zij besloot in hoofdzaak dat de bevoegdheid voortaan zou bepaald worden hetzij naar de woonplaats *van den verweerder*, hetzij naar de ligging der verzekerde roerende of onroerende goederen en dat het scheidsrechterlijk beding betreffende de plaatselijke bevoegdheid zou verboden worden voor alle gedingen, waarvan het bedrag niet het bedrag te boven gaat, waarvoor de vrederechters bevoegd zijn.

Dat was ongetwijfeld een goede maatregel, een vooruitstrevende maatregel, doch het was nochtans slechts een halve maatregel, waarvan de aanneming ons thans overhaastig schijnt geweest te zijn.

* * *

Het wetsontwerp werd overgemaakt aan den Senaat en onderworpen aan de Commissie voor de Justitie, die de zaak grondiger onderzocht.

Uit dat onderzoek is gebleken dat de door de Kamer aangenomen regeling slechts een zeer onvolkomen hulpmiddel was, dat zij slechts een gedeelte der misbruiken weerde en dat zij, anderdeels, aanleiding kon geven tot ernstige bezwaren, waar niemand in de Kamer aan gedacht had.

Als besluit van haar onderzoek stelde de Commissie van den Senaat eene regeling voor, gansch verschillend van die, aangenomen door de Kamer, en veel doortastender. Zij stelde voor, ten eerste, dat de bevoegdheid zou bepaald worden niet meer naar de woonplaats *van den verweerder*, maar naar de woonplaats *van den verzekerde*; vervolgens, dat het scheidsrechterlijk beding niet meer de kracht zou hebben om van dien regel af te wijken, niet alleen voor de gedingen, waarvoor de vrederechters bevoegd zijn, maar voor alle geschillen in 't algemeen, welk het bedrag daarvan ook zij.

Het stelsel van de Senaatscommissie is meesterlijk uiteengezet in het geleerd verslag van den heer Senator Braun : de dringende noodwendigheid om de bestaande wetgeving te verbeteren, de bezwaren verbonden aan den door de Kamer aangenomen maatregel, het oneindig meer practisch, doelmatig en tevens juridisch karakter van het door de Senaatscommissie voorgestelde ontwerp, dat alles valt in 't oog, reeds bij de enkele lezing van die klare studie.

Ook werd de overtuiging van den Senaat gemakkelijk gewonnen en werd het voorstel der Commissie met eenparige stemmen aangenomen.

* * *

Uwe Bijzondere Commissie aarzelde ook niet, zich met de zienswijze van den Senaat te vereenigen.

Zij ook is van meening dat dringende maatregelen dienen te worden getroffen; dat die maatregelen moeten gelden voor alle geschillen in zake verzekeringsovereenkomsten; dat zij moeten uitgaan van een algemeen beginsel, gelijkelijk toepasselijk op al de gedingen.

Evenals de Senaat, is zij er van overtuigd, dat de zekerste, de doelmatigste hervorming hierin bestaat, voorcerst, als algemeen regel, de uitsluitende bevoegdheid van de rechtbank der woonplaats *van den verzekerde* en, in het

bijzonder geval van de regeling der schadelessstellingen verschuldigd voor de risico's betreffende de onroerende of roerende goederen, de bevoegdheid van den rechter der plaats, waar die onroerende of roerende goederen gelegen zijn, te vestigen.

Wij zouden het ons zelf euvel nemen, iets of wat toe te voegen aan de beschouwingen, uiteengezet in het verslag van den heer Senator Braun; wij bepalen ons er bij, daarnaar te verwijzen, overtuigd als wij zijn dat het niet mogelijk is een meer overredende wetting van het aangeprezen stelsel voor te brengen.

* * *

De Regeering had zich eerst aangesloten bij het door de Kamer aangenomen stelsel, doch bij de behandeling in den Senaat bepaalde de Minister van Justitie er zich bij, de Hooge Vergadering uit te noodigen om tusschen de twee voorgelegde stelsels te kiezen, zonder zelf zijn voorkeur te kennen te geven.

Nochtans meende de Minister van Justitie, in de volkomen onpartijdige en zuiver objectieve toelichting welke bij over de zaak gaf, te moeten wijzen op het advies van den Raad voor Wetgeving.

De uitstekende rechtsgeleerde, die dat advies uitbracht, bestrijdt daarin den regel, krachtens welken, in ieder geval, de rechter der woonplaats *van den verzekerde* zou bevoegd zijn; hij verkiest het, bevoegdheid te verleenen aan den rechter der woonplaats *van den verweerder*, en wel wegens de bezwaren die het eerste stelsel voor den verzekeraar kan opleveren. Volgens hem vloeien die bezwaren vooral voort uit de moeilijkheid, welke de verzekeraar kan ondervinden voor de verdediging zijner belangen, wanneer hij optreedt als verweerder.

« Er komen zeer weinig gevallen voor, zoo zegt hij, waarin, uit den aard » van het ontstane geschil, de verzekerde er niet toe gebracht wordt, zich » door een raadsman te doen bijstaan.

« De oplossing van het geschil bij soortgelijke eischen kan, anderzijds, het » onderzoek van bijzondere, ingewikkelde kwesties medebrengen, waar- » voor dan de tusschenkomst van ervaren rechtsgeleerden noodzakelijk is; » men kan soms bezwaarlijk dezer medewerking bekomen bij rechtban- » ken, zetelende in plaatsen ver afgelegen van de hoofdrichting van den » verzekeraar.

» Het verweer van den verzekeraar kan gehinderd worden door de nood- » zakelijkheid, waarin deze zich zou bevinden, om zich tegelijkertijd door » bevoegde advocaten te doen vertegenwoordigen voor een groot aantal » vrederechters en rechtbanken van het land. Het behoud, ten behoeve van » de verzekeraars die bij de beslechting van een geschil een aanzienlijk » belang kunnen hebben, van het middel om vrij en doelmatig te voorzien » in hun verweer, is even billijk als de vrijwaring van een dergelijk recht » ten aanzien van de verzekerden.

Ten slotte, meent de schrijver « dat aan de eischen der billijkheid in » ruime mate zal voldaan worden door middel van eene bepaling, krachtens

» welke de verzekerde de rechtsvordering tot betaling der schadeloosstelling
 » kan aanbrengen voor den rechter zijner woonplaats, wanneer het bedrag
 » van den eisch niet 300 frank overschrijdt. »

Zóó luiden beknopt de bewijsgronden, aangevoerd door den Raad voor Wetgeving.

* *

Het zij ons geoorloofd, die zienswijze niet te deelen.

Naar onze bescheiden meening, maakt men ten onrechte een onderscheid tusschen kleine en groote gedingen.

Voor de eerste, evenals voor de tweede, dienen te worden onderzocht bijzondere, ingewikkelde kwesties, waarvoor de medewerking van ervaren rechtsgeleerden is vereischt. Die medewerking te onthouden, ware evenzeer te betreuren wanneer het de eerste, als wanneer het de tweede geldt, en indien de aangevoerde redenen een doorslaande kracht hadden, zou men moeten vermijden dat de kleine gedingen, waarbij doorgaans betrokken zijn zij die het meest door de openbare machten dienen te worden beschermd, zouden aangebracht worden voor rechtbanken, waar zij zouden gevaar lopen alleen een gerecht van mindere waarde te ontmoeten.

Wij gelooven echter geenszins dat dergelijke vrees gegrond zij.

Men schijnt van meening te zijn dat, ingeval de gewichtige gedingen niet meer uitsluitend voor de Brusselsche rechtbanken, maar voor al de rechtbanken van het land moeten aangebracht worden, de verzekeringsmaatschappijen, evenmin als de verzekerden nog de gelegenheid zullen vinden om hunne belangen door bevoegde rechtsgeleerden te doen verdedigen.

Doeh, ingeval die vrees gegrond is, ziet men dan niet in, dat zij voortvloeit uit het gebrek der bestaande wet?

Waarom zijn er nagenoeg geen deskundige advocaten in zake verzekeringen buiten Brussel? Is het niet ontegensprekelijk omdat, onder het van kracht zijnde stelsel, alle gedingen te Brussel bepleit worden?

Is dit niet een ondeugdelijke loopkring, waaruit het verkieslijk is te treden?

Laten wij den toestand veranderen; laten wij er in toestemmen, dat voortaan de gedingen in zake van verzekeringsovereenkomsten bepleit worden voor alle rechtbanken in het land. Zullen niet onmiddellijk bij elke balie rechtsgeleerden zich bijzonder op dat werk toeleggen?

En zal dat geen groote verandering ten goede zijn?

Niet alleen zullen de verzekeringsmaatschappijen overal de rechtsgeleerden vinden, die zij zouden kunnen noodig hebben, maar ook de verzekerden, kleine zoowel als groote, zullen het groote voordeel genieten, ter plaatse betere raadslieden aan te treffen.

Is het daarenboven niet wenschelijk dat niet meer alleen de rechtbanken der hoofdstad die bijzondere gedingen berechten, maar dat al de rechtbanken van het land aan dat « bijzonder rechtsvak » medewerken?

Zou de rechtspraak, op dit stuk zooals op elk ander gebied, er niet bij winnen een beroep te doen op ruimer kennis?

* *

Dan nog, laten wij dit niet vergeten! Onlangs hebben de Kamers een uitzonderingswet aangenomen uitsluitend met het oog op de ontlasting der overlaste rechtbanken en inzonderheid der Brusselsche rechtbanken.

Zal de voorgestelde wet, in dat opzicht, geen meer afdoende gevolgen hebben? Zal zij er niet, in ruime mate, toe bijdragen om een betere verdeling der zaken onder al de rechtbanken van het land te verzekeren?

Er blijft slechts eene zaak te wenschen, namelijk dat het beginsel, waaraan wij de Kamer verzoeken hare goedkeuring te hechten, in de naaste toekomst zou uitgebreid worden tot menig-ander gebied, waar niet minder schreeuwend misbruiken heerschen.

Intusschen stelt uwe Bijzondere Commissie u voor, het ontwerp van wet aan te nemen, zooals het u door den Senaat werd overgemaakt.

De Verslaggever,

JULES PONCELET.

De Voorzitter,

P. WAUWERMANS.

